



# **CONCOURS D'ENTRÉE CYCLE INGÉNIEUR**

## **CULTURE GÉNÉRALE**

**Samedi 16 Avril 2016**

**Durée : 2 Heures 30**

## CULTURE GENERALE

### Première partie

Vous ferez une synthèse OBJECTIVE du dossier qui suit. Il reflète des informations et des opinions relatives à la crise migratoire que connaît l'Union Européenne. Veillez à ne pas introduire d'informations nouvelles parues depuis la publication des documents proposés. La synthèse devra comporter 400 mots maximum, avec une tolérance de 5 % en plus ou en moins. Tous les mots comptent, y compris les articles, fussent-ils élidés. (Coef. 2).

### Seconde partie

En toute liberté intellectuelle SUBJECTIVE *et avec un maximum de rigueur dans l'expression*, vous vous interrogerez sur les conséquences possibles de cette crise migratoire sur l'avenir de l'Union Européenne (Coef. 3).

### Origine des documents

1. « Union européenne. Espace Schengen : la fin du rêve ? », article de Ian Traynor, *The Guardian*, trad. *Courrier international*, 25 janvier 2016.
2. « Migrants : une « feuille de route » franco-allemande pour atténuer la crise », article de Cécile Ducourtieux, *Le Monde.fr*, 11 février 2016.
3. « Mieux intégrer les réfugiés, une chance pour l'Europe », article d'Armend Nimani, *LEXPRESS.fr*, le 28 janvier 2016.
4. « Migrants : l'UE se ferme et se fracture », article de Jean Quatremer, *Libération*, 4 janvier 2015.
5. « La crise de Schengen s'accroît, la Grèce sur le banc des accusés », article de Renaud Honoré, *Les Echos*, 2 décembre 2015.
6. « L'Europe face à la montée des partis anti-migrants », article de Jean-Jacques Mevel, *Le Figaro*, 5 février 2016.

## 1 - Union européenne. Espace Schengen : la fin du rêve ?

Quand les ministres européens de l'Intérieur se rencontreront ce 25 janvier à Amsterdam, ils parleront de la crise des migrants, du terrorisme, et aussi de l'épineuse question des contrôles aux frontières au sein de l'espace Schengen. Nombreux sont ceux qui commencent à écrire la nécrologie de cette zone de libre circulation des personnes. Pourtant, le coût économique et politique de sa fermeture pourrait s'avérer dramatique. [...]

En 1985, les ministres de cinq gouvernements se sont réunis à Schengen pour lancer une expérience audacieuse : les camions et les bus ayant une pastille verte collée sur leur pare-brise pourraient dorénavant se rendre dans cinq pays – les trois cités, plus la Belgique et les Pays-Bas – sans avoir à montrer leur passeport. La zone de libre circulation a véritablement vu le jour en 1995, et elle n'a cessé de s'agrandir depuis. Parallèlement, Schengen a acquis une renommée inattendue en tant que berceau d'un système qui englobe aujourd'hui vingt-six pays, de l'Islande à la Grèce. C'est l'Europe de Schengen. [...]

Face à l'afflux sans précédent de réfugiés, l'Allemagne a rétabli des contrôles aux frontières en septembre, et la France en a fait autant après les attentats du 13 novembre dernier. Dans toute l'Europe, les partisans de sociétés fermées gagnent du terrain au détriment des défenseurs de régimes progressistes et ouverts. En un sens, le musée de Schengen est tout à fait légitime, avec son exposition consacrée à une curiosité historique éphémère, à un système provisoire qui s'est écroulé sous la pression du populisme interne et de tensions externes.

### L'absence de volonté politique des dirigeants nationaux

L'ex-président français Nicolas Sarkozy, qui espère revenir à l'Élysée en 2017, a déclaré : *“Schengen est mort.”* Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, a comparé la situation actuelle au déclin et à la chute de l'empire romain : *“Quand les frontières externes ne sont pas bien protégées, les grands empires s'effondrent.”* Ce genre de commentaires sont jugés futiles et irresponsables par les autorités de Bruxelles, qui reprochent aux dirigeants issus de partis traditionnels de s'approprier le langage incendiaire de francs-tireurs d'extrême droite en vue de renforcer leurs bases électorales chancelantes.

*“C'est l'argument que l'on entend le plus ces derniers temps : Schengen est fini”,* nous a rapporté Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. *“Il est triste de voir l'Europe paniquer face à 700 000 réfugiés. C'est un signe de faiblesse. Schengen est différent, car la tentation de le remettre en cause vient de l'intérieur. D'abord, il y a eu les réfugiés, puis le terrorisme. Mais qu'est-ce que Schengen a à voir avec le terrorisme ? Rien. Le système est doté de mécanismes pour faire face à ces menaces.”*

Pourtant, les responsables de l'UE ont la nette impression que les dirigeants européens n'ont pas la volonté politique de soutenir le système de Schengen en crise, qu'ils essaient de s'attirer les suffrages des électeurs en recherchant des solutions nationales et en se désintéressant de Schengen. *“Les contrôles aux frontières intérieures seront un cauchemar, reconnaît l'ambassadeur d'un grand pays européen à Bruxelles. Mais ce dont on parle, c'est de redéfinir l'espace Schengen. De rétablir des contrôles aux frontières grecques. Certains disent que sans cela le système de Schengen s'écroulera complètement.”* L'ambassadeur d'un autre pays important précise : *“On veut garder Schengen, mais tout le monde doit respecter les règles. Le système ne marche plus. Il n'a pas été conçu pour la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, avec ces centaines de milliers de réfugiés.”*

### **Rétablissement des contrôles aux frontières**

Face au flux massif de migrants qui sont entrés en Grèce depuis la Turquie en 2015, la priorité est de contraindre Athènes à renforcer ses contrôles et à renoncer à une partie de sa souveraineté sur ses frontières en transférant l'autorité aux agences de l'UE, ce qui représente un changement de taille et un précédent intolérable pour l'actuelle génération de nationalistes. Mais la frontière grecque avec la Turquie est en grande partie maritime, les deux pays étant séparés par la mer Egée. Les Grecs sont réticents à l'idée d'effectuer des contrôles frontaliers communs avec les Turcs. Et les récentes propositions de la Commission européenne sur la création d'une agence européenne de garde-côtes et de gardes-frontières, dont les décisions pourraient prévaloir sur celles des autorités nationales, sont extrêmement contestées et prendront peut-être des années avant d'être appliquées. *“Que signifie protéger les frontières, dans ce cas précis ? Laisser des gens se noyer ? demande M<sup>me</sup> Mogherini. Protéger les frontières maritimes signifie que, lorsqu'on voit quelqu'un en difficulté, on doit agir.”*

### **Pour Schengen vous repasserez !**

La conviction de la plupart des gouvernements européens que le système ne fonctionne plus implique qu'ils optent de plus en plus pour une action nationale. Le président François Hollande a rétabli des contrôles aux frontières après les attentats de Paris, et le Premier ministre Manuel Valls a déclaré que la France s'opposait à accueillir davantage de réfugiés, conformément aux quotas européens proposés par l'Allemagne. Les Français commencent à rétablir une présence policière et à procéder à des contrôles d'identité dans les trains internationaux circulant dans l'espace Schengen au départ de Paris.

L'Allemagne a elle aussi rétabli des contrôles à ses frontières. Les Autrichiens sont en train d'ériger une clôture de barbelés sur leur frontière avec la Slovaquie. De la Hongrie à la Macédoine, à la Croatie et à la Slovaquie, les barrières se multiplient dans toute l'Europe centrale et du Sud. Dans le Nord et l'Est, des procédures similaires sont en cours. La Suède, le pays d'Europe le plus ouvert aux migrants, a rétabli le 4 janvier des contrôles d'identité à sa frontière avec le Danemark. Quelques heures plus tard, le Danemark en a fait autant à sa frontière avec l'Allemagne, de façon que les réfugiés refoulés par la Suède ne restent pas bloqués dans le pays, a annoncé son Premier ministre, Lars Lokke Rasmussen. A la fin de 2015, le nouveau gouvernement nationaliste polonais a, en réaction aux attentats de Paris, annoncé que le pays devait exercer un contrôle total sur ses frontières.

### **Crispation à l'Est**

Un sentiment antiréfugiés s'est propagé à travers l'Europe, mais il est particulièrement flagrant dans l'Est, où les gouvernements hongrois, slovaque et polonais sont les chefs de file nationalistes d'une Europe fermée – même s'ils sont très sensibles aux avantages offerts par Schengen. Viktor Orbán, le pugnace dirigeant de droite hongrois, se répand rarement en louanges sur l'EU, mais pour Schengen il fait une exception. *“Pour les Hongrois, a-t-il déclaré, Schengen représente la liberté.”* Robert Fico, le Premier ministre slovaque, arrive au deuxième rang après M. Orbán pour son mépris des progressistes de l'Europe de l'Ouest. Pourtant, le nombre de passages quotidiens effectués sans contrôles entre Bratislava et Vienne – un trajet de quarante-cinq minutes pour les travailleurs transfrontaliers – est plus important que partout ailleurs dans l'UE.

Dans toute l'Europe continentale – à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, qui ne font pas partie de l'espace Schengen –, la zone de libre circulation est intégrée depuis longtemps dans la vie quotidienne des habitants. Chaque jour, des dizaines de milliers de travailleurs transfrontaliers italiens, français et allemands font l'aller-retour entre leur pays et la Suisse sans avoir à se soumettre à des contrôles d'identité. Selon le think tank bruxellois Bruegel, ce chiffre

ne représente qu'un faible pourcentage des 1,7 million de transfrontaliers qui en 2014 n'ont pas eu à présenter leurs papiers d'identité pour aller travailler dans un autre pays de l'UE.

### **Enorme impact sur l'économie**

En reliant deux pays appartenant à l'espace Schengen, le pont de l'Oresund, entre Copenhague et la ville suédoise de Malmö, a contribué à créer une zone économique transfrontalière de 4 millions de personnes réputée pour son dynamisme. Quand des contrôles d'identité ont été imposés sur le pont le 4 janvier, 8 000 travailleurs ont subi des retards de quarante-cinq minutes pour rentrer chez eux.

L'érosion de Schengen a également un coût. *“Quand les Français ont rétabli des contrôles aux frontières, il y a eu des embouteillages partout pendant trois à quatre heures, souligne Roger Weber, ancien maire du village de Schengen. L'impact sur l'économie est énorme. C'est suicidaire, tout particulièrement à un moment comme celui-ci, où les perspectives économiques sont sombres. On ne peut pas vivre avec des frontières fermées.”* De surcroît, on peut se demander si ce regain de nationalisme et la multiplication des contrôles aux frontières vont permettre d'enrayer l'immigration et de lutter contre le terrorisme en Europe. Les attentats sont presque toujours commis par des individus porteurs de passeports de pays de l'UE ou de l'espace Schengen. Les lames de rasoir de la Hongrie n'ont pas réduit le nombre de migrants parvenant à franchir les frontières européennes. Viktor Orbán n'a réussi qu'à dévier leur flux vers les pays voisins.

### **Coordonner la lutte antiterroriste**

Quand Mehdi Nemmouche a abattu quatre personnes à la kalachnikov dans le musée juif de Bruxelles en mai 2014, ce Français était déjà inscrit sur les banques de données qui, même si elles ne sont pas suffisamment exploitées, sont au cœur du système Schengen. Il incarnait l'échec d'un pays bien plus que celui de l'Europe ou de Schengen. Après avoir quitté la Syrie pour la Turquie et pris un vol à destination de Francfort, Nemmouche avait été signalé comme un individu suspect par le Système d'information Schengen (SIS). La police allemande avait alerté les autorités françaises, qui n'ont pas réagi. Cette tragédie montre à quel point la centralisation des renseignements et le partage systématique de l'information par les services de sécurité des vingt-six pays membres de l'UE sont essentiels pour lutter efficacement contre le terrorisme et le crime organisé, qui par définition sont tous deux internationaux et transfrontaliers.

*“Il n'est pas facile de faire tout cela, nous a confié Gilles de Kerchove, coordinateur européen pour la lutte contre le terrorisme. Nous ne sommes pas un Etat fédéral. Le renseignement est du ressort exclusif des Etats membres. Et certaines régions d'Europe n'ont pas l'équipement électronique adéquat.”* Les services de renseignements nationaux des pays membres de l'UE partagent une foule d'informations, mais ils ont tendance à le faire pays par pays et à ne pas les partager systématiquement avec les banques de données communes. Les agences nationales seraient, dit-on, très réfractaires au partage de leurs renseignements avec les systèmes communs de l'UE, car elles craignent de révéler leurs sources et leurs méthodes de fonctionnement. Une règle d'or, par exemple, veut qu'un service recevant un renseignement ne puisse le partager avec un tiers sans l'autorisation de l'agence qui le lui a fourni.

La situation pourrait changer à cause des événements, les Français insistant particulièrement, depuis les attentats de Paris, pour que les renseignements soient davantage centralisés. Leurs services auraient multiplié par cinq le volume d'informations partagées avec le reste de l'Europe par le biais du SIS. Nul ne sait si ces efforts suffiront à sauver la zone européenne de libre circulation. Car des spécialistes, mais aussi des hauts fonctionnaires impliqués dans l'élaboration des politiques, en sont déjà à rédiger sa nécrologie. *“Des gens pensent vraiment que Schengen est condamné si le flux des réfugiés ne ralentit pas d'ici quatre à six mois”*, a déclaré un autre ambassadeur en poste à Bruxelles.

## **2 - Migrants : une « feuille de route » franco-allemande pour atténuer la crise**

**Dans la foulée de leur dîner strasbourgeois, dimanche 7 février, le président Hollande et la chancelière Angela Merkel ont établi une feuille de route pour tenter de sortir l'Europe d'une crise des migrants qui menace jusqu'à son intégrité. L'objectif est de réduire significativement, et très vite – dans les semaines qui viennent –, les flux de migrants parvenant en Europe, alors que déjà plus de 80 000 d'entre eux sont arrivés par la mer depuis le début de l'année.**

Il s'agit de soulager l'Allemagne, qui, avec la Suède, a supporté l'essentiel des arrivées de migrants en Europe en 2015 (1,1 million), et qui pourra difficilement en accueillir autant cette année, alors que son opinion publique s'est raidie. Il s'agit aussi de s'assurer une plus grande coopération de la Turquie, pays clé dans la résolution de la crise, d'où partent l'essentiel des migrants vers l'Europe et qui accueille déjà 2,7 millions de réfugiés Syriens.

Mais Hollande et Merkel veulent aussi aider la Grèce, premier pays d'entrée des migrants en Europe, alors que certaines voix en Europe prônent son isolement, et l'édification d'une frontière « extérieure » de l'espace de libre circulation Schengen plus au Nord, au niveau de la Macédoine, afin de bloquer plus efficacement les migrants. Avant une telle mise en quarantaine, d'ici à trois mois, Paris et Berlin veulent tout faire pour encourager Athènes à reprendre quelque peu le contrôle de la situation.

### **Procédure accélérée**

En quoi consiste cette feuille de route ? Il s'agit d'abord, dans les jours qui viennent, de trouver une solution humanitaire pour les dizaines de milliers de Syriens qui fuient Alep et la vaste offensive qu'y mène le régime Assad, soutenu par les bombardements russes. Ces fugitifs sont pour l'instant toujours coincés du côté syrien de la frontière turque. Une forte pression de l'ONU est exercée sur le président turc Erdogan pour qu'il accepte d'ouvrir sa frontière. La question est de savoir où seront accueillis les réfugiés une fois la frontière ouverte.

Hollande et Merkel ont aussi discuté de la manière de « fixer » au maximum les réfugiés syriens en Turquie. Au bout de deux mois de négociation, les Européens ont enfin réuni les 3 milliards d'euros qu'ils avaient promis à Ankara fin novembre dernier en échange d'un contrôle plus strict de ses frontières. Cette somme est censée être déboursée au compte-gouttes, à l'issue d'un examen minutieux des projets à financer, selon les procédures bruxelloises en vigueur pour les fonds structurels. Mais Paris et Berlin veulent une procédure accélérée, pour que, très vite, des écoles et des dispensaires supplémentaires puissent être édifiés dans les camps syriens de Turquie.

L'idée est aussi d'aider les Turcs à lutter contre les filières de passeurs, qui sont très organisées, avec des ramifications jusqu'en Europe, en mettant en place une structure de coopération avec l'aide du corps de gardes-frontières et de garde-côtes européens Frontex, et l'office européen de police Europol.

## « Pays sûrs »

Merkel et Hollande ont aussi discuté de la demande turque de faire intervenir l'OTAN, afin d'aider le pays à mieux protéger sa frontière maritime, et d'intercepter plus efficacement les bateaux des passeurs. Cette proposition devait être discutée par les ministres de la défense à Bruxelles, jeudi 11 février. Il s'agit néanmoins d'éviter d'en revenir à une mission semblable à l'opération militaire et humanitaire italienne « Mare Nostrum », qui a sauvé des milliers de vies en Méditerranée entre 2013 et 2014 mais qui a aussi encouragé le trafic des passeurs.

Paris et Berlin poussent aussi à une renégociation de la convention de « réadmission » entre la Grèce et la Turquie, qui permet sur le papier le renvoi des migrants illégaux de Grèce vers la Turquie, mais qui est peu efficace. L'idée est de réduire à deux ou trois jours, contre plusieurs semaines actuellement, les procédures administratives nécessaires afin d'éviter qu'en Grèce, ces personnes en situation irrégulière ne disparaissent sur la « route des Balkans » avant que les autorités n'aient eu le temps de les renvoyer en Turquie. Depuis le début 2015, la Grèce n'a procédé qu'à environ 20 000 renvois de migrants non éligibles au droit d'asile en Europe – sur un total de 800 000 arrivées.

Les Grecs se sont mis en posture d'accélérer ces procédures en déclarant la Turquie comme un « pays sûr ». Un pays « sûr » signifie que leurs ressortissants ont de très faibles chances de décrocher un droit d'asile en Europe. « *Reste aux Turcs à faire leur partie du chemin pour décider de procédures communes accélérées* », selon une source diplomatique française. Ces « réadmissions » ont pour but d'affaiblir le « modèle économique » des passeurs, en signifiant aux migrants économiques qu'ils n'ont aucune chance de rester en Europe et qu'il est donc inutile de risquer leur vie en Mer Egée.

## Relocalisations

Concernant la Grèce, Hollande et Merkel confirment leur soutien au mécanisme bruxellois des « relocalisations », qui doit répartir partout en Europe 160 000 réfugiés, agréé en septembre dernier, mais qui pour l'instant, rencontre de très fortes résistances. « *Le démarrage de la relocalisation a été très long, mais là, cela commence à aller un peu plus vite* [on en est à près de 500 « relocalisés » depuis l'Italie et la Grèce]. *Les "hot spots" [centres de tri des migrants, en Grèce et en Italie] fonctionnent mieux. Avant, les choses étaient statiques, mais cela bouge dans le bon sens, on est en train de sortir du blocage, il faut maintenant accélérer, partout* », selon une source proche de l'Élysée. [...]

En tout cas, « *il n'y a pas de plan B* » a prévenu le commissaire en charge de la migration, le grec Dimitris Avramopoulos, mercredi 10 février, à Bruxelles. Ces dernières semaines, des politiques néerlandais, ou les gouvernements slovènes et hongrois ont prôné des solutions radicales, comme des renvois massifs de migrants par charters directement depuis la Grèce. Ou l'isolement de la Grèce de l'espace Schengen.

**Cécile Ducourtieux**

**Le Monde.fr, 11 février 2016**

### **3 - Mieux intégrer les réfugiés, une chance pour l'Europe**

**Alors que Bruxelles envisage de prolonger de deux ans le retour des contrôles des frontières intérieures de l'Union européenne, l'OCDE a rappelé la nécessité d'accueillir au mieux les réfugiés venus principalement de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan.**

"Einstein était réfugié, ne l'oublions pas". Cette déclaration de Filippo Grandi, le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sonne comme un appel à la responsabilité. En 2015, l'Europe a vu arriver sur son territoire plus d'1,5 million de réfugiés. Parmi eux, 86 000 enfants ont fait ce voyage seuls, sans leur famille, poursuit Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE. Ce jeudi, ils ont défendu l'idée selon laquelle l'Europe avait tout intérêt à intégrer au mieux ces réfugiés, en premier lieu pour ses propres intérêts. Pour y parvenir, l'OCDE a formulé une série de dix propositions. "Il est crucial d'agir tôt", et pas seulement pour les besoins les plus urgents comme l'hébergement ou la santé, note l'organisation dans un rapport.

*"Les réfugiés peuvent et doivent être une partie de la solution aux défis auxquels nos sociétés sont confrontés. Ils apportent de l'espoir: l'espoir d'une vie meilleure et d'un meilleur futur pour leurs enfants et les nôtres."*

#### **Faciliter l'accès au marché du travail**

Plus les migrants ont accès tôt au marché du travail, "plus leurs perspectives d'intégration s'améliorent à long terme". Sinon "leurs compétences et leur expérience risquent de se détériorer", ajoute le rapport, qui avertit qu'"un réfugié au chômage pèse aussi sur les finances publiques". C'est pourquoi, là où les procédures s'éternisent, ces migrants originaires de pays avec des taux de reconnaissance des demandes d'asile "très élevés" devraient bénéficier d'un accès au marché de l'emploi, même s'il est assorti de conditions, selon le rapport qui dresse une série de tableaux comparatifs des dispositifs en place selon les pays.

En France, les demandeurs d'asile ont accès au marché du travail, dans des conditions encadrées, neuf mois après leur demande, contre un mois au Portugal, trois mois en Allemagne et douze mois au Royaume-Uni. Dans beaucoup de pays, l'employeur doit cependant prouver qu'il ne pouvait trouver d'autre candidat.

#### **La maîtrise de la langue, une priorité**

En matière de formation, les politiques varient aussi: l'Allemagne prévoit des cours de langue et d'éducation civique pour les demandeurs d'asile à fort taux d'admission, l'Espagne a aussi mis en place une évaluation des compétences. En France ces formations sont réservées aux réfugiés ayant le statut. L'organisation plaide également pour recenser et valoriser les qualifications des migrants, en notant que ceux qui arrivent ont souvent un niveau de formation supérieur à la moyenne de leurs compatriotes.



## **Une répartition efficace des réfugiés sur le territoire**

Autre piste, intégrer l'emploi dans les critères de répartition géographique des réfugiés, pour "éviter que les arrivants soient envoyés dans des zones où il y a des logements, mais peu d'emplois". Le rapport suggère aussi de développer des programmes sur-mesure, des dispositifs pour les jeunes non accompagnés, de soigner les problèmes physiques et mentaux au plus tôt... "On n'a pas le droit d'échouer sur la question des réfugiés", souligne Jean-Christophe Dumont, responsable de la division "migrations" à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Car "si on ne l'accompagne pas par des politiques publiques, on risque de grandes difficultés dans la durée en termes de cohésion sociale".

## **Un contexte difficile**

Cette conférence de presse a été réalisée dans un contexte un peu particulier. L'opinion publique est très sensible à la question des réfugiés. Si la photo du petit Aylan avait profondément modifié la perception des Européens, l'image des réfugiés s'est largement dégradée après l'affaire des agressions sexuelles perpétrées à Cologne la nuit du nouvel-an. "C'est une tragédie, c'est un drame, mais il ne faut pas généraliser, il ne faut pas faire des amalgames à l'encontre d'individus qui ont plus à donner qu'ils n'ont à prendre, a commenté Angel Gurría.

Mais encore, la Commission européenne a lancé mercredi 27 janvier la procédure visant à prolonger de deux ans le retour des contrôles des frontières intérieures de certaines frontières de l'espace Schengen, une décision qui placerait de facto la Grèce en porte-à-faux, de par sa situation géographique. Un contexte politique "très complexe", qui a souffert des attentats du 13 novembre à Paris et "des événements dramatiques de Cologne".

**Armend Nimani**

**LEXPRESS.fr, 28 janvier 2016.**

## 4 - Migrants : l'UE se ferme et se fracture

**Si tous les Vingt-Huit sont d'accord sur la nécessité de renforcer les contrôles aux frontières extérieures, l'harmonisation de la politique migratoire est loin d'être acquise.**

Viktor Orbán est-il le vainqueur idéologique de la crise des réfugiés à laquelle l'Union européenne est confrontée et qui risque encore en cette année 2016 d'être en tête de son agenda ? La politique brutale menée par le Premier ministre conservateur hongrois qui, pour stopper l'afflux de migrants (400 000 personnes entre janvier et octobre, essentiellement syriennes et irakiennes), a construit un mur à sa frontière avec la Serbie et la Croatie et traduit en justice ceux qui le franchissent, semble désormais faire école. Des murs, plus ou moins hermétiques, ont surgi en Slovaquie, en Macédoine, en Autriche, en Bulgarie, et, un peu partout, les contrôles aux frontières intérieures, y compris en Allemagne et en Suède (*lire pages 4-5*), ont été rétablis au risque de mettre en péril l'espace Schengen de libre circulation. La générosité tentée par Berlin ou Stockholm n'est plus de mise : le million de réfugiés qui a gagné les pays européens en 2015, l'afflux le plus important depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a eu raison de la bonne volonté des pays les plus accueillants. Le ton est donné par les conclusions du sommet européen des 17 et 18 décembre : alors qu'à l'issue de leur rencontre de la mi-octobre, les 28 dirigeants européens parlaient encore de «*solidarité*», il n'est plus question cette fois-ci que d'«*endiguer l'afflux*» et de «*reprendre le contrôle des frontières extérieures*», donnant ainsi raison à Orbán, qui se pose depuis le début de la crise en défenseur de l'Union.

### **Cruelle ironie**

L'heure semble bel et bien à la construction d'une «Europe forteresse», celle-là même que les Européens étaient accusés de vouloir mettre en place dans les années 80, lors de la signature des accords de Schengen, ce dont ils se défendaient... Cruelle ironie. Reste que jamais l'Union n'a paru aussi fragile. Angela Merkel l'avait pressenti dès août 2015, lorsqu'elle pronostiquait que les réfugiés allaient plus occuper l'Europe au cours des prochaines années que la crise grecque et lui poseraient des défis autrement plus graves. Car, une nouvelle fois, les pays européens ont été pris par surprise par une crise que tout annonçait : comment imaginer que l'Union, un espace de paix et de prospérité sans équivalent dans le monde, qui plus est à portée de bateaux, allait pouvoir rester à l'écart des conflits du Moyen-Orient alors même qu'elle y prend une part active ? Qui pouvait penser que les millions de réfugiés syriens et irakiens allaient bien sagement attendre sur place ou dans les pays voisins que les conflits qui ensanglantent la région se terminent ? Surtout, comment penser que la Grèce, un pays en faillite et à l'administration totalement inefficace, parviendrait, seule, à faire face à un tel afflux ?

### **Corps de garde-frontières**

Pourtant, dès la chute du rideau de fer, en 1989, suivie par la guerre dans l'ex-Yougoslavie, les pays européens ont pris conscience qu'ils risquaient d'être un jour confrontés à des migrations massives. Les Douze de l'époque ont alors mis en place une coopération à la fois dans le domaine de l'immigration (le groupe ad hoc immigration) et développé celle existant déjà dans le secteur policier (le groupe Trevi). La convention d'application des accords de Schengen de 1995 a repris une grande partie de ces avancées, qui ont ensuite été intégrées aux traités européens.

François Mitterrand et Helmut Kohl avaient proposé à la fin des années 80 la création d'un corps de garde-frontières européens, conscients qu'il fallait mutualiser les moyens. Cette proposition a été relancée au début des années 2000 par le commissaire à la Justice et aux Affaires intérieures de l'époque, le Français Jacques Barrot, qui avait en outre proposé une harmonisation du droit d'asile afin d'éviter que les réfugiés cherchent à aller dans les pays les plus généreux. Mais l'élan était déjà épuisé : les ressortissants d'Europe de l'Est n'avaient pas déferlé dans l'Union comme le craignait Pierre Joxe lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, et les réfugiés de l'ex-Yougoslavie avaient eu le bon goût de se précipiter en Allemagne avant de repartir chez eux à la fin de la guerre. Comme toujours, tant que la crise n'est pas aiguë, les Etats ne voient aucune urgence à partager leur souveraineté, comme on a pu le constater une nouvelle fois avec la crise de la zone euro ou le terrorisme.

### **S'appuyer sur la Turquie**

Lorsqu'à partir de l'été 2015, le nombre de demandeurs d'asile a explosé (50 % des arrivants sont syriens, 20% afghans et 7% irakiens), et qu'il est devenu évident que l'Union était confrontée à un phénomène sans précédent, les pays européens ont réagi en ordre dispersé. L'Allemagne, l'Autriche et la Suède se sont montrées très ouvertes, les pays d'Europe centrale et orientale très fermés, et les autres, dont la France, ont croisé les doigts pour que les réfugiés ne viennent pas chez eux. Et la Grèce a laissé passer tout le monde, allant jusqu'à transporter les demandeurs d'asile jusqu'à la frontière macédonienne pour leur permettre de poursuivre leur route vers l'Europe de l'Ouest.

Si chacun est désormais d'accord sur la nécessité de renforcer les contrôles aux frontières extérieures et de s'appuyer sur la Turquie afin de limiter et d'ordonner l'afflux, l'accord est encore très loin d'être total, des failles profondes persistant entre les pays européens. Ainsi, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque refusent fermement toute solidarité dans la répartition des demandeurs d'asile, alors qu'ils bénéficient largement des fonds européens (à hauteur de 4% de leur PIB), de la libre circulation qu'ils ne veulent pas voir limitée au profit de la Grande-Bretagne et de l'appui de leurs partenaires dans la crise ukrainienne. Pour eux, la religion musulmane est irréductible à la civilisation occidentale, et ils sont prêts à employer la manière forte pour s'opposer à des arrivées non désirées. Une attitude qui montre à quel point ils ne partagent pas les valeurs européennes de tolérance et d'ouverture au monde. De même, ces pays, avec la Grèce, refusent la proposition de la Commission de créer un corps de garde-frontières européen qui pourrait intervenir aux frontières extérieures, y compris contre l'avis du pays débordé.

En bref, il y a aussi une fracture Ouest-Est, entre les pays qui pensent qu'il faut agir ensemble pour faire face à un défi extérieur et ceux qui restent persuadés que la souveraineté étatique est le meilleur rempart. Une telle attitude pourrait se traduire par une scission de l'Union, la solidarité ne pouvant pas être à sens unique. La «victoire» d'Orbán est sans doute une victoire à la Pyrrhus : pour l'instant, une majorité de pays européens refusent de renier les valeurs qui ont fondé l'Union.

**Jean Quatremere, *Libération*, 4 janvier 2015.**

## **5 - La crise de Schengen s'accroît, la Grèce sur le banc des accusés** **Schengen est agitée en sanction de sa gestion des frontières. La multiplication des initiatives traduit un état de fébrilité inédit des Européens**

S'il fallait un indice supplémentaire du risque d'explosion qui menace Schengen, il n'y a qu'à voir la succession désordonnée d'initiatives « chocs » ces derniers jours censée sauver tant bien que mal l'espace de libre circulation. Désormais des diplomates évoquent ouvertement à Bruxelles la possibilité de lancer une procédure de simili-exclusion de la Grèce, accusée d'avoir une gestion déficiente de la frontière extérieure de l'Union européenne. « *Le règlement prévoit de rétablir le contrôle aux frontières pour toutes personnes arrivant d'un pays manquant à ses devoirs de gestion de la frontière extérieure. Cette possibilité a été identifiée pour la Grèce* », reconnaît un proche du dossier. Le sujet pourrait être discuté en marge de la réunion des ministres européens de l'Intérieur, prévue ce vendredi.

### **Dijsselbloem propose un « mini Schengen »**

Cette menace à peine voilée intervient quelques jours après le projet évoqué dans « Les Echos » par Jeroen Dijsselbloem, le président néerlandais de l'Eurogroupe, de créer un « mini Schengen » réservé aux pays jugés les plus sérieux. Et de son côté, l'Allemagne milite fortement pour des quotas de réfugiés syriens venus de Turquie pour éviter d'avoir recours aux contrôles aux frontières internes. « *Il y a un vrai état de fébrilité* », reconnaît un diplomate de haut-rang. « *La crise des réfugiés, puis les attentats de Paris, ont mis un coup de projecteur assez fort sur les déficiences de Schengen* », note Yves Pascouau, chercheur au think tank EPC.

### **Forte tension avec la Grèce**

Le soudain excès de tension avec la Grèce est le résultat d'une accumulation de frustrations. « *Il y a une nervosité grandissante à voir que les « hotspots », ces centres d'accueil de réfugiés, ne fonctionnent pas mais qu'Athènes refuse dans le même temps toute aide* », explique une source européenne. Ainsi le gouvernement grec refuse de demander le soutien des équipes d'assistance aux garde-frontières fournies par les Etats européens (les « Rabbit »), tout comme l'aide européenne pour les catastrophes humanitaires alors que la situation sanitaire s'est nettement détériorée sur les îles. Il n'est pas question non plus d'autoriser la venue de l'agence européenne Frontex pour la surveillance de la frontière avec la Macédoine. « *Ils en font une question de souveraineté* », déplore une source européenne.

### **Berlin critiqué**

A Athènes, le ministre de la politique migratoire Iannis Mouzalas a dénoncé « *les contre-vérités et distorsions* », ajoutant qu'il y a « *des États-membres qui croient à tort que le flux de réfugiés peut être contrôlé par la Grèce* ». Certains Européens jugent également que tous les problèmes ne peuvent être mis sur le dos de la Grèce. « *Tant que certains pays du Nord ne diront pas clairement qu'ils arrêtent d'accueillir tous les réfugiés arrivant chez eux, ce sera compliqué pour la Grèce* », assure un acteur de premier plan, dans une critique transparente de l'Allemagne. « *Une exclusion ne changerait rien puisque le pays n'a aucune frontière terrestre avec l'espace Schengen* », ajoute un diplomate.

Cette situation de tension extrême mine en tout cas un peu plus la confiance en cet espace de libre circulation. « *Compte tenu du contexte politique, on ne devrait pas échapper dans les mois qui viennent au rétablissement de frontières internes de certains Etats. Mais il faut faire en sorte que cela se fasse dans le cadre des règles qui donnent une certaine flexibilité pour de telles mesures.* », estime Yves Pascouau. L'Allemagne, l'Autriche et la Suède ont pour le moment maintenu le contrôle à leurs frontières.

**Renaud Honoré, Les Echos, 2 décembre 2015.**

## 6 - L'Europe face à la montée des partis anti-migrants

Les électeurs ont une humeur changeante et si les politiciens en place ne répondent pas à leurs attentes, ils vont voir ailleurs. La loi est implacable. Les années de récession et de crise de l'euro l'avaient montré avec l'alternance, rejetant dans la minorité la plupart des responsables politiques du Vieux Continent - à la notable exception d'Angela Merkel. Le choc est encore plus rude, après dix mois de déconfiture collective face à l'exode des réfugiés et des migrants. De la droite à la gauche, les partis traditionnels luttent désormais pour leur survie. Et c'est au tour de la chancelière de subir l'assaut.

Populistes? Extrémistes? Xénophobes? Anti-establishment? Démagogues? Les mots peinent à décrire ceux qui tirent les fils d'un dynamitage qui secoue les classes politiques, jusqu'aux États-Unis avec les outrances de Donald Trump côté républicain. En Europe, les profils sont aussi contrastés, de la renaissance de la Ligue du Nord en Italie à la progression foudroyante de Pegida, mouvement islamophobe qui prévoit de manifester samedi dans 14 pays, deux ans après son lancement à Dresde. Ou encore de Marine Le Pen, opposante tous azimuts, à Viktor Orban, solidement installé dans son fauteuil de chef du gouvernement hongrois.

Mais tous gagnent dans l'opinion, avec la même alchimie détonante. D'un côté, la peur, nourrie par le terrorisme, l'islamisme et le déferlement de plus d'un million de nouveaux venus à travers la route des Balkans. De l'autre, la contestation d'élites politiques jugées aussi incapables qu'indifférentes, et le rejet de leur entreprise la plus ambitieuse: soixante ans de construction européenne.

L'hostilité aux migrants n'a rien de nouveau en Europe, mais il y a dix ans à peine, elle semblait avoir été évacuée

«Dans la crise de l'euro, ce sont les marchés qui ont imposé la marche à suivre aux gouvernants. Dans la crise des réfugiés, c'est à la fois plus grave et plus simple, constate l'eurodéputé Alain Lamassoure (les Républicains): aujourd'hui, ce sont les électeurs qui dictent leur loi» à la face des partis.

Les images du chaos migratoire dans les îles de la mer Égée, suivies du carnage du 13 novembre à Paris, ont bien servi la propagande. L'hostilité aux migrants n'a rien de nouveau en Europe, mais il y a dix ans à peine, elle semblait avoir été évacuée. En Allemagne l'AfD, récente incarnation de l'extrême droite, semblait proche de l'extinction l'année dernière. Aujourd'hui sa patronne, Frauke Petry, fait scandale en affirmant que la police devrait «si nécessaire se servir de ses armes» pour protéger les frontières de la République fédérale. Le parti est désormais le troisième du pays, d'après les sondages. Devant les Verts. Devant la Gauche radicale.

### Séisme en Suède

La paisible Suède, championne du monde de l'asile, illustre le séisme. Le parti des Démocrates suédois, issu de la mouvance fasciste, drainait péniblement 2 ou 3 % des votes avant 2010. Depuis, il est entré au Parlement et a arraché près de 13 % des voix aux dernières législatives. Il dénonce l'immigration comme une menace sur l'identité nationale et gagne en adhésion, quand 15 % de la population suédoise est née hors des frontières. L'arrivée de 163.000 demandeurs d'asile a fait monter sa cote en flèche. Les derniers sondages le mettent à au moins 20 %. C'est le

deuxième parti du pays et la survie du premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, dépend de son accord tacite.

Dans le nord de l'Europe, c'est loin d'être une exception. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté de Geert Wilders (PVV) fait à nouveau jeu en tête depuis qu'il est revenu à sa vieille cible, l'islam, plutôt que l'euro. Au Danemark, le sort du gouvernement libéral de Lars Lokke Rasmussen dépend depuis huit mois de l'appui du Parti populaire (DF), formation que son chef, Kristian Thulesen Dahl, décrit ouvertement comme «antimusulmane».

Les forces montantes du populisme scandinave ont partout le vent en poupe, mais elles ont aussi de bonnes raisons de se méfier de l'exercice réel du pouvoir: leur cousin, le parti des Finlandais, a vu son soutien fondre de moitié dans les sondages depuis qu'il est entré, l'an dernier, dans le gouvernement du centriste de Juha Sipilä. C'est l'épreuve des responsabilités. En Europe centrale, les options les plus radicales n'ont pas été dictées par des francs-tireurs, mais bien décidées par les équipes en place. Le Hongrois Viktor Orban, aux commandes depuis 2010, a été le plus loin pour stopper la vague des arrivants: il a dressé une clôture à la frontière et sa popularité remonte vers les sommets. En Pologne, le retour au pouvoir du parti Droit et Justice de Jaroslaw Kaczynski (PiS) scelle aussi le sort du seul palliatif décidé à Vingt-huit: un partage équitable des réfugiés entre Européens.

**Jean-Jacques Mevel, *Le Figaro*, 5 février 2016.**